

Commission thématique Eau et Urbanisme

Rapporteur : à définir

Animateur : g2m

date

SAGE
LOIRE
#RÂ



Loire
LE DÉPARTEMENT

www.sage-rhone-alpes.fr

Ordre du jour

Rappel des grands principes de la révision

Retour sur les grandes orientations de la thématique

Résultats de la concertation

Pistes de réflexions

Proposition de calendrier de travail

Ordre du jour

Rappel des grands principes de la révision

Retour sur les grandes orientations de la thématique

Résultats de la concertation

Pistes de réflexions

Proposition de calendrier de travail

Orientations de la révision

- ✓ Intégrer de manière transversale l'**adaptation** aux changements climatiques
- ✓ Renforcer le **volet gestion quantitative** en lien avec l'analyse HMUC et le PTGE
- ✓ **Faciliter** et **pérenniser** les actions et les initiatives des acteurs locaux de l'eau
- ✓ Elaborer un document plus **lisible** sur ses objectifs, **applicable** et **durable**

Rôle des commissions

5 commissions thématiques sur les 5 grands volets du SAGE : quanti, quali, milieux, urba, gouvernance

Etre force de proposition auprès des instances de validation (CLE, Bureau) pour :

- ✓ **consolider** le bilan de la mise en œuvre du SAGE
- ✓ **répondre** aux grandes orientations de la révision
- ✓ **mobiliser** les contributions/expertises autant que de besoin.

Séquences de travail

- ✓ **#1 simplifier** : simplifier et homogénéiser le document
- ✓ **#2 prioriser** : consolider le bilan de la mise en œuvre du SAGE, définir les priorités des travaux des commissions et les moyens à mettre en œuvre
- ✓ **#3 ajouter** : « moderniser » le document
- ✓ **#4 rédiger** : phase de pré-rédaction avant la création de comités de rédaction dédiés



Ordre du jour

Rappel des grands principes de la révision



**Retour sur les grandes orientations
de la thématique**

Résultats de la concertation

Pistes de réflexions

Proposition de calendrier de travail

Synthèse des orientations du SAGE 1.0

- ✓ La gestion **des EP** au cœur de la thématique
- ✓ L'adéquation **besoins-ressources** à l'échelle des BV, pour intégration dans les SCoT via des schémas **stratégiques** AEP/ASS dans les SCoT (cf. D 5.2.1)
- ✓ Une prise en compte marginale du **risque inondation** (sinon par ruissellement)
- ✓ Les **sols** traités sous l'angle de l'érosion (aspect quali, transferts de polluants, cf. D 2.3.5)
- ✓ Intégrer les **ZH** dans les documents d'urbanisme (cf. D 1.1.3)
- ✓ **L'espace de mobilité** du fleuve Loire (D 1.6.2) classé en N ou A dans les PLU



Dispositions et règles associées

Dispositions/règles du SAGE associées		
Gestion des EP	Risque inondation	Documents urba
<ul style="list-style-type: none">• Réfléchir à la gestion des eaux pluviales par bassins versants• Généraliser l'élaboration des zonages pluviaux dans le territoire du SAGE et leur intégration dans les documents d'urbanisme• Réduire le débit et la charge des rejets d'eaux pluviales• Favoriser l'écoulement superficiel• Priorité aux techniques alternatives de gestion des eaux pluviales	<ul style="list-style-type: none">• Adapter l'occupation des sols dans les corridors d'écoulement et réduire la vulnérabilité en zones vulnérables aux écoulements• Protéger les zones d'expansion des crues• Informer les riverains sur le risque d'inondation• Réduire la vulnérabilité dans les zones inondables des cours d'eau• Réfléchir à la mise en place d'alerte aux crues sur les principaux affluents	<ul style="list-style-type: none">• Etude de l'adéquation « besoin/ressource » en eau• Réaliser des schémas stratégiques d'alimentation en eau potable et d'assainissement à l'échelle des SCOT• Intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme• Définir et préserver l'espace de mobilité du fleuve Loire entre le barrage de Grangent et le barrage de Villerest
<ul style="list-style-type: none">• <u>Règle n°5 Réduire les rejets d'eaux pluviales</u>	<ul style="list-style-type: none">• Sans règle	<ul style="list-style-type: none">• Sans règle



Éléments d'analyse

- ✓ **Quelles évolutions** depuis l'approbation du SAGE ?
(ex: la règle n°5 ne s'applique plus sur SEM, LFA et RdE)
- ✓ **Plus-value du SAGE** sur la thématique ? /
réglementation existante et enjeux du territoire ?
- ✓ **Localisation ?** s'applique sur l'ensemble du
périmètre ou sur des secteurs à enjeux ?
- ✓ **Evaluer la durabilité** de la règle ou de la disposition
- ✓ **Applicabilité** et **mesurabilité** de la règle ou de la
disposition



Ordre du jour

Rappel des grands principes de la révision

Retour sur les grandes orientations de la thématique

Résultats de la concertation

Pistes de réflexions

Proposition de calendrier de travail

Dispositions à « supprimer »

- 4.2.2 « Informer les riverains sur le risque d'inondation »
 - 4.2.3 « Réduire la vulnérabilité dans les zones inondables des cours d'eau »
 - 4.2.4 « Réfléchir à la mise en place d'alerte aux crues sur les principaux affluents »
- Plus-value du SAGE sur la thématique par rapport au SDAGE et PGRI ?
- Volonté de tendre vers un document plus compact et lisible, recentré sur les enjeux DCE ?



Dispositions à « conserver en l'état »

- **1.6.2 « Définir et préserver l'espace de mobilité du fleuve Loire entre le barrage de Grangent et le barrage de Villerest »**
 - Disposition bien respectée, pas d'évolution de la tâche urbaine dans l'espace de mobilité intégré au règlement graphique des documents d'urbanisme
 - Critère de choix pour les sites d'intervention du LIFE Loire Forézienne
- **Règle n°5 « Réduire les rejets d'eaux pluviales »**
 - Favoriser l'infiltration in situ (recharge des sols) plus que la seule rétention
 - Clarifier la règle pour les ouvrages existants
 - Conserver le principe de subsidiarité de la règle



Dispositions « à fusionner »

- 4.1.3 Réduire le débit et la charge des rejets d'eaux pluviales
- 4.1.4 Favoriser l'écoulement superficiel
- 4.1.5 Priorité aux techniques alternatives de gestion des eaux pluviales

→ Document plus compact et lisible sur ses objectifs et priorités

→ Titrage commun « réduire l'incidence des rejets d'eaux pluviales en privilégiant la gestion à la source pour afficher clairement la priorité de gestion visée

→ Distinguer eaux superficielles « urbaines » et « rurales »



Dispositions « à revoir »

- **4.1.1 Réfléchir à la gestion des eaux pluviales par bassins versants**
 - Promouvoir et valoriser l'e-observ « eau et urba » construit avec EPURES
 - Rappel de la priorité gestion EP à la source (rétention in situ et recharge des sols)
 - Interroger le rôle / plus-value du SAGE sur la thématique : accompagnement technique, appui à la transcription des schémas EP dans la planification (ex : étude EP SimaCOISE non retranscrite à ce jour)



Dispositions « à revoir »

- **4.1.2 Généraliser l'élaboration des zonages pluviaux dans le territoire du SAGE et leur intégration dans les documents d'urbanisme**
→ Travailler au renforcement des SDEP dans les documents d'urbanisme / PLUi
- **4.1.6 Adapter l'occupation des sols dans les corridors d'écoulement et réduire la vulnérabilité en zones vulnérables aux écoulements**
→ Déclinaison des corridors d'écoulement à faire dans les documents d'urbanisme / consolidation et mise en cohérence de connaissances éparses



Ordre du jour

Rappel des grands principes de la révision

Retour sur les grandes orientations de la thématique

Résultats de la concertation

Pistes de réflexion

Proposition de calendrier de travail

Cadre réglementaire

- **Article R-212-47 du code l'environnement (2010)**

Le règlement du schéma d'aménagement et de gestion des eaux peut :

1° Prévoir, à partir du volume disponible des masses d'eau superficielle ou souterraine situées dans une unité hydrographique ou hydrogéologique cohérente, la répartition en pourcentage de ce volume entre les différentes catégories d'utilisateurs.

2° Pour assurer la restauration et la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, édicter des règles particulières d'utilisation de la ressource en eau applicables :

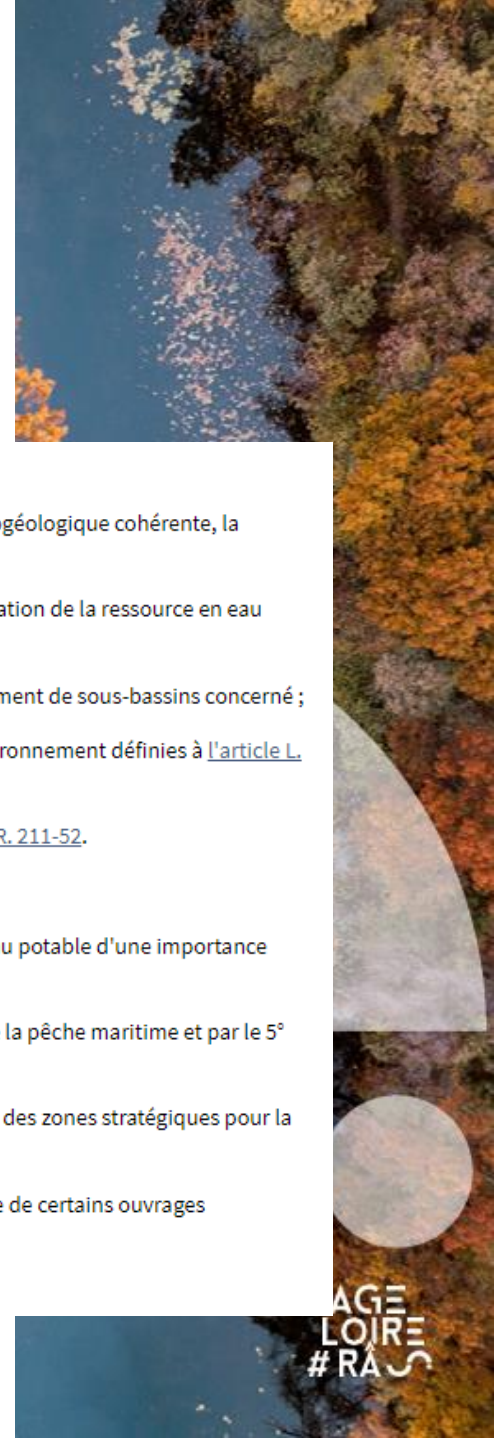
- a) Aux opérations entraînant des impacts cumulés significatifs en termes de prélèvements et de rejets dans le sous-bassin ou le groupement de sous-bassins concerné ;
- b) Aux installations, ouvrages, travaux ou activités visés à [l'article L. 214-1](#) ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement définies à [l'article L. 511-1](#) ;
- c) Aux exploitations agricoles procédant à des épandages d'effluents liquides ou solides dans le cadre prévu par les [articles R. 211-50 à R. 211-52](#).

3° Edicter les règles nécessaires :

- a) A la restauration et à la préservation qualitative et quantitative de la ressource en eau dans les aires d'alimentation des captages d'eau potable d'une importance particulière prévues par le 5° du II de [l'article L. 211-3](#) ;
- b) A la restauration et à la préservation des milieux aquatiques dans les zones d'érosion prévues par [l'article L. 114-1](#) du code rural et de la pêche maritime et par le 5° du II de l'article L. 211-3 du code de l'environnement ;
- c) Au maintien et à la restauration des zones humides d'intérêt environnemental particulier prévues par le 4° du II de l'article L. 211-3 et des zones stratégiques pour la gestion de l'eau prévues par le 3° du I de [l'article L. 212-5-1](#).

4° Afin d'améliorer le transport naturel des sédiments et d'assurer la continuité écologique, fixer des obligations d'ouverture périodique de certains ouvrages hydrauliques fonctionnant au fil de l'eau figurant à l'inventaire prévu au 2° du I de l'article L. 212-5-1.

Le règlement est assorti des documents cartographiques nécessaires à l'application des règles qu'il édicte.



Compatibilité avec le SDAGE 20022-2027

- **Orientation 3D Maitriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée à l'urbanisme**

3D1-A - Prévenir et réduire le ruissellement et la pollution des EP dans le cadre des aménagements (zonage pluvial, lien avec documents d'urbanisme)

3D1-B - Déconnecter les surfaces imperméabilisées des réseaux d'assainissement (SDGEP avec des objectifs chiffrés de déconnexion)

3D-2 – Limiter les apports d'eaux de ruissellement dans les réseaux EP et les milieux naturels dans le cadre des aménagements (à défaut d'étude spécifique, débit de fuite max autorisé 3 l/s/ha pour T10 et pour une surface raccordée > 1/3 ha)

3D-3 – Traiter la pollution des rejets EP (EP qui ruissellent sur des surfaces polluées = effluents = obligations de traitements)



A venir, à anticiper

- **Projet de décret de modernisation des SAGE**
 - Intégration dans le PAGD d'une notice « comment intégrer les dispositions et règles du SAGE aux documents d'urbanisme ? »
 - Ajouter les SAGE au PAC réalisé par l'Etat auprès des rédacteurs des documents d'urbanisme (SCOT, PLU(i), carte communale)
 - Préciser réglementairement qu'il convient d'intégrer les cartographies des zones humides produites par les SAGE dans les documents graphiques du SCoT
 - Intégrer les zones humides qualifiées de prioritaires par le SAGE dans les documents graphiques des règlements de PLU(i) (**arbitrages en cours**)
- **Plan national d'actions EP du plan « EAU »**



Pistes de réflexion

- S'adresser prioritairement aux SCoT (rapport de compatibilité direct) ? Si oui, comment ?
- Engager une réflexion en lien avec le ZAN pour élargir l'entrée EP à une entrée plus globale sur les sols / biodiversité (faire le lien avec e-observ pour proposer des sites de renaturation/désimperméabilisation potentiels ?)
- Afficher des objectifs de déconnexion des réseaux EP ?
- Ajouter une nouvelle disposition pour prendre en compte tous les enjeux eau dans les documents d'urbanisme (disponibilité de la ressource en EP VS urbanisation, capacité de dilution des eaux d'épuration, risque inondation et gestion des eaux pluviales, zones humides, hydromorphologie)



Pistes de réflexion

- Clarifier la question des différents inventaires ZH sur le plan réglementaire (D 1.1.3)
- Intégrer les résultats HMUC, comment ? Mettre à jour les dispositions relatives aux études ABR et schémas stratégiques AEP/ASS des SCoT, idem limitation des importations d'eau (D 1.4.1) ?
- Principe de subsidiarité et « obligations renforcées » sur les secteurs en tension HMUC ?
- Quelle prise en compte du risque inondation ? Quelle plus-value / TRI/PAPI, etc... orientation SFN (ZEC) ?

Pistes de réflexion

- Renforcer le rôle de la CLE dans sa lecture des documents d'urbanisme
- Renforcer le règlement et optimiser les dispositions pour faciliter la mise en compatibilité des documents d'urbanisme par rapport au SAGE

→ Clarifier les possibles en l'état des propositions du décret de modernisation des SAGE (CLE non pseudo PPA et pas de renforcement du règlement des SAGE à ce stade)

Ordre du jour

Rappel des grands principes de la révision

Retour sur les grandes orientations de la thématique

Résultats de la concertation

Pistes de réflexion

Proposition de calendrier de travail

Tableau des objectifs et moyens

N°disposition	objectifs	moyens	porteur(s)	calendrier
4.1.1 - Réfléchir à la gestion des eaux pluviales à l'échelle des bassins versant				
4.1.2 - Généraliser l'élaboration des zonages pluviaux dans le territoire du SAGE et leur intégration dans les documents d'urbanisme				
4.1.3 - Réduire le débit et la charge des rejets EP				
4.1.4 - Favoriser l'écoulement superficiel				
4.1.5 - Priorité à la gestion alternative des eaux pluviales				
4.1.6 - Adapter l'occupation des sols dans les « corridors d'écoulement » et réduire la vulnérabilité en zones vulnérables aux écoulements				
4.2.1 - Protéger les zones naturelles d'expansion de crue				
4.2.2 – Informer les riverains sur le risque inondation				
4.2.3 - Réduire la vulnérabilité dans les zones inondables des cours d'eau				
4.2.4 - Réfléchir à la mise en place d'alerte aux crues sur les principaux affluents de la Loire				
5.2.1 - Réaliser des schémas stratégiques d'alimentation en eau potable et d'assainissement à l'échelle des SCOT				



Tableau des objectifs et moyens

N°disposition	objectifs	moyens	porteur(s)	calendrier
3.2.1 - Analyser l'adéquation « besoin/ressource » en eau				
1.4.1 - Conditionner les prélèvements et les nouvelles importations en eau potable				
1.6.2 - Préserver l'espace de mobilité du fleuve Loire entre le barrage de Grangent et le barrage de Villerest				
1.1.3 - Intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme				





Merci de votre attention

Disposition n°4.1.1

Réfléchir à la gestion des eaux pluviales à l'échelle des bassins versant

Le SAGE préconise une approche à l'échelle des bassins versants préalablement à l'élaboration des zonages pluviaux communaux, notamment afin de :

- Connaître le contexte du ruissellement sur le bassin versant (notamment, déterminer les zones de production, les corridors d'écoulement et les zones d'accumulation et en déduire les zones sensibles en termes de risque d'inondation et de gestion actuelle ou future des eaux pluviales.),
- Réajuster au besoin et valider en CLE, les valeurs de débits de fuite demandés par la Règle n°5 du SAGE Loire en Rhône Alpes, en fonction de la fonctionnalité des milieux aquatiques et du risque d'inondation,
- Alimenter la réflexion et donner des pistes d'actions aux zonages pluviaux à réaliser à l'échelle communale ou intercommunale.

Les structures de bassins versants sont les plus à même de porter ces démarches.

Pour ce faire, le Département de la Loire propose un guide méthodologique à la réalisation d'une étude sur les eaux pluviales à l'échelle d'un bassin versant.

L'approche à l'échelle des bassins versants est conseillée avant la révision du SAGE.

Localisation: ensemble du périmètre du SAGE.

Disposition n°4.1.2

Généraliser l'élaboration des zonages pluviaux dans le territoire du SAGE et leur intégration dans les documents d'urbanisme.

Le SAGE Loire en Rhône-Alpes recommande une généralisation de l'élaboration des zonages pluviaux sur son territoire et invite à l'intégration par les collectivités territoriales ou groupements de collectivités compétentes en matière d'assainissement, des conclusions de ces zonages dans les règlements d'assainissement.

Le SAGE recommande l'intégration des conclusions de l'approche par bassin versant et rappelle la nécessité d'intégrer les zonages dans les documents d'urbanisme (SCOT et PLU).

Le SAGE préconise aux zonages et règlements qui en découlent (PLU, règlement d'assainissement) de porter une attention particulière à :

- la solidarité amont-aval et la cohérence de bassin versant en particulier en amont des principales zones urbaines (nécessité d'une réflexion intercommunale) en s'appuyant notamment sur les études menées à l'échelle des bassins versants ;
- La maîtrise des rejets par temps de pluie (eaux pluviales et déversoirs d'orage) vis à vis des risques de dégradations morphologiques et/ou qualitatives sur les milieux,
- l'identification et la préservation des corridors d'écoulement naturels (ou axes de ruissellement définis dans les pages suivantes) et la vérification de leur continuité à toutes les échelles (parcelles, zones, communes,...),
- l'identification et la gestion du cheminement de l'eau en mode dégradé (en cas de pluie exceptionnelle, d'obstruction des regards, etc.) : corridors d'écoulement artificiel définis dans les pages suivantes,
- la préservation d'espaces verts submersibles et leur utilisation pour la gestion des eaux pluviales en techniques alternatives ou en lieux de rétention supplémentaires en cas de dépassement des capacités des réseaux et bassins existants ou de fonctionnement en mode dégradé ;
- l'inscription, par exemple en emplacements réservés, des emprises des ouvrages publics de rétention et traitement à mettre en œuvre,
- la régularisation des rejets par temps de pluie (eaux pluviales et déversoirs d'orage) auprès de la Police de l'Eau au titre de l'antériorité.
- L'établissement de règles constructives visant à limiter le ruissellement et les risques induits d'inondation (cf. disposition 4.1.3 du présent PAGD), de dégradation des milieux et de saturation des ouvrages existants. Ces règles porteront par exemple sur :
 - la gestion du taux d'imperméabilisation selon des secteurs géographiques à distinguer au PLU. Le SAGE rappelle qu'un secteur présentant 10 % de surface imperméabilisée génère un débit de pointe de crue de près de 2 fois supérieur au même secteur à l'état naturel ;
 - la limitation des débits de fuite autorisés par hectare aménagé à une valeur au plus égale à celle qui est fixée dans le règlement du SAGE (article 5 du règlement du SAGE).
 - la fixation des volumes de rétention des ouvrages de stockage à une valeur au moins égale à celle qui est fixée dans le règlement du SAGE (article 5 du règlement du SAGE) et le calcul d'un volume de rétention indicatif par m²,

Le SAGE recommande que soit menée, par les collectivités et EPCI en charge de la compétence eaux pluviales, préalablement à la mise en place d'un service public de gestion des eaux pluviales urbaines et d'une taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines, une étude d'opportunité et propose de se référer au guide publié par le ministère du développement durable et aux autres documents diffusés par le GRAIE.

Disposition n°4.1.2 (suite)

Localisation et Calendrier de mise en œuvre :

- Dans l'emprise territoriale du SAGE, il est préconisé que soient réalisés tous les zonages pluviaux dans un délai de 10 ans suivant la date d'approbation du SAGE et leurs conclusions intégrées aux PLU et règlements d'assainissement dans les 2 ans qui suivent.
- Ces délais sont ramenés à 5 ans pour l'élaboration des zonages pluviaux et 7 ans pour leur intégration aux PLU et règlements d'assainissement pour les communes appartenant à la liste jointe en annexe n°9 de présent PAGD (84 communes).

Disposition n°4.1.3 **Réduire le débit et la charge des rejets d'eaux pluviales**

Le contrôle des rejets au sortir d'une installation, d'un ouvrage, de travaux et d'activité et la limitation des débits au sortir d'une zone urbanisée, d'une zone de réorganisation de l'espace urbain, d'un aménagement ou d'une construction sont considérés comme des objectifs prioritaires du SAGE.

Compatibilité des décisions dans le domaine de l'eau :

Les zonages pluviaux doivent être compatibles avec les objectifs de ne pas aggraver les écoulements naturels avant aménagement et de limiter la charge polluante. Ils pourront alors préconiser les limites de débit spécifique fixées dans la règle n°5.

→ ® Règle n° 5 du règlement

Localisation : ensemble du périmètre du SAGE (cf. carte n° 46 de l'atlas cartographique).

Disposition n°4.1.4 Favoriser l'écoulement superficiel

Lorsqu'il y a nécessité d'aménager de nouveaux émissaires pour l'évacuation des eaux pluviales, les collectivités et les aménageurs favoriseront le choix d'un écoulement superficiel (fossés, noues).

La mise en place de la trame verte et bleue du Grenelle de l'environnement pourra être l'occasion de définir des zones naturelles en milieu urbain ou périurbain pouvant aussi être des corridors d'écoulement ou des zones de stockage des eaux pluviales.

Dans les secteurs déjà équipés de réseaux d'eau pluviale, l'écoulement superficiel peut être complémentaire pour des épisodes particuliers.

Les "corridors d'écoulement" définis dans les zonages pluviaux et intégrés aux PLU (disposition 4.1.2) peuvent être utilisés à cet usage.

Localisation : périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

Disposition n°4.1.5 **Priorité à la gestion alternative des eaux pluviales**

Il est recommandé que tout nouveau projet de construction, de réhabilitation urbaine ou de document d'urbanisme envisage prioritairement des solutions visant à limiter le ruissellement pluvial et recherche des alternatives au tout tuyau- dites « techniques alternatives »- pour la gestion des eaux pluviales.

La bonne conception et le bon fonctionnement de ces solutions passent nécessairement par :

- un choix de solutions et un dimensionnement adapté au site (prise en compte de la géologie, de la pédologie, en particulier des éventuelles faibles capacités d'infiltration des sols et sous sol, prise en compte des pentes du territoire, etc.),
- l'analyse des impacts potentiels sur les milieux naturels et les risques d'inondation induits localement ou à l'aval, en fonctionnement normal, mais aussi en fonctionnement dégradé lors d'événements dépassant la capacité des ouvrages.
- la prise en compte dans la conception et l'information des maîtres d'ouvrages et usagers du site, en amont du projet, des règles de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages, et les éventuelles procédures pour que les ouvrages ne soient pas oubliés dans le temps.

Le SAGE invite les collectivités territoriales et leurs groupements en charge de la compétence Eaux Pluviales à demander des fiches d'entretien des projets liés aux techniques alternatives de gestion des eaux pluviales.

Le Département de la Loire fait une sensibilisation sur la bonne gestion des eaux pluviales et la promotion des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales, qui pourrait prendre la forme suivante :

- émission de plaquettes d'information,
- émission d'un guide pour la gestion des eaux pluviales urbaines sur le territoire du SAGE
- recueil et retour d'expérience,
- visites de sites, réunions d'échange, colloques.

Disposition n°4.1.6

Adapter l'occupation des sols dans les « corridors d'écoulement » et réduire la vulnérabilité en zones vulnérables aux écoulements

Le SAGE préconise une réflexion menée au niveau communal ou (de préférence) intercommunal, notamment dans le cadre de l'élaboration des SCOT et PLU, sur la manière :

- d'utiliser prioritairement les corridors d'écoulement pour la gestion des eaux pluviales. Il s'agit d'orienter les rejets d'eaux pluviales des nouvelles zones construites vers ces axes, en privilégiant l'écoulement superficiel de sorte qu'il reste connu des riverains et des services intervenants sur le site et de façon à limiter le linéaire de réseau « eaux pluviales »;
- de préserver la capacité d'écoulement et éventuellement de stockage de ces corridors et des zones d'accumulation des eaux de ruissellement (zones de rupture de pente, points bas topographiques...) :
 - en y interdisant la construction,
 - en fixant une distance de recul des constructions par rapport à l'axe du ruissellement,
 - en aménageant si nécessaire les espaces publics existants de sorte qu'ils puissent assurer sans engendrer de risque excessif, le transfert des débits excédentaires lors des épisodes pluvieux exceptionnels dépassant les capacités de transfert ou de stockage des équipements existants (exhaussement des trottoirs par rapport à la voie, profil de chaussée en V, suppression des équipements fixes situés en travers de l'axe d'écoulement, aménagement des voies, espaces et réseaux adjacents de façon à ce que leur trop-plein rejoigne cet axe prioritaire en cas de pluie exceptionnelle, ...)
- de réduire la vulnérabilité des aménagements publics et de l'habitat en zones vulnérables aux écoulements.

La CLE rappelle l'importance de communiquer sur le risque d'inondation et de ruissellement (disposition n°4.2.2)

Localisation : ensemble du périmètre du SAGE

Disposition n°4.2.1 Protéger les zones naturelles d'expansion de crue

Connaissance des zones d'expansion de crues :

Le SAGE incite vivement à ce que la cartographie des zones inondables réalisée par l'Etat, identifie et délimite les zones naturelles d'expansion de crue, telle que définies dans la circulaire du 24 janvier 1994.

Préservation et gestion :

En dehors des secteurs déjà urbanisés, le SAGE fixe comme objectif la préservation des zones d'expansion de crue de tout aménagement entraînant leur réduction et/ou une augmentation de leur vulnérabilité.

Compatibilité des documents d'urbanisme : les SCOT, les PLU, les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles, sous trois ans, avec l'objectif de préservation des zones d'expansion de crues, en adoptant, par exemple, un classement et des règles permettant de répondre à ces objectifs.

Compatibilité des décisions dans le domaine de l'eau : Les PPRNI doivent être compatibles ou rendus compatibles, sous cinq ans, avec l'objectif de préservation des zones d'expansion de crues.

Sur les zones urbanisées, le SAGE invite les collectivités et leurs groupements à réfléchir à leur reconquête.

La CLE s'associe à l'élaboration des plans de gestion des risques d'inondation (PGRI).

Localisation : périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

Disposition n°4.2.2 **Informar les riverains sur le risque d'inondation**

Le SAGE encourage les communes à informer les riverains résidant dans les zones inondables et les « corridors d'écoulement » ou zones de stagnation des eaux de ruissellement définies au niveau du zonage d'assainissement pluvial ou au PPRNI, sur :

- le risque lié au ruissellement ou à la concentration des eaux pluviales,
- le risque lié au débordement des cours d'eau,
- la vulnérabilité de leur propriété, les moyens dont ils disposent pour limiter cette vulnérabilité et les pratiques à risque dans ces secteurs (stockage de matériaux flottants non arrimés en travers de l'axe de ruissellement, construction de clôtures en mur plein, stockage de produits à risque, etc.).

L'information des riverains peut être faite par :

- l'émission de supports de communication et d'information,
- une information via bulletin municipal,
- le maintien à disposition du PLU en Mairie,
- des réunions publiques,
- le DICRIM (Document d'information communal sur les risques majeurs- cf. Code de l'Environnement (CE), articles R125-9 à R125-14.)

Pour une réalisation effective de l'objectif visé, le SAGE invite les communes à renouveler cette information tous les 2 ans.

Le SAGE invite les structures de bassins versants à la mise en place de repères de crue et au lever des laisses suite aux crues.

Localisation : périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

Disposition n°4.2.3

Réduire la vulnérabilité dans les zones inondables des cours d'eau

Le SAGE invite les auteurs des documents d'urbanisme à prendre en compte la réduction de la vulnérabilité au débordement de cours d'eau.

Par exemple, dans les zones inondables déjà construites, les aménagements publics et l'habitat peuvent faire l'objet d'une réflexion pour limiter le risque pour les riverains : construction sur vide sanitaire, pas de garage enterré, rehausse des trottoirs en entrée de garage, suppression des obstacles à l'écoulement, aménagement de zones de stockage de l'eau...

La réduction individuelle de la vulnérabilité des habitations et des entreprises doit faire l'objet d'initiatives locales (collectivités territoriales ou leurs groupements), par exemple dans le cadre des Opérations Programmées pour l'Amélioration de Habitat (OPAH), Opérations de Renouvellement Urbain.

Un appui concernant l'information sur le risque d'inondation et la réduction de la vulnérabilité par l'Établissement Public Loire est possible.

Disposition n°4.2.4

Réfléchir à la mise en place d'alerte aux crues sur les principaux affluents de la Loire

La CLE suit la mise en place du système d'alerte aux crues par Saint Etienne Métropole, qui peut être une action à étendre à d'autres secteurs du périmètre du SAGE.

Localisation : périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

Disposition n°1.6.2

Préserver l'espace de mobilité du fleuve Loire entre le barrage de Grangent et le barrage de Villerest.

Le SAGE identifie l'espace de mobilité du fleuve Loire à partir d'un travail réalisé par l'École des Mines de Saint Etienne, sous la conduite des services de l'État.

En réponse à l'enjeu d'atteinte du Bon Potentiel Écologique sur le Fleuve Loire, notamment du transport solide et de la morphologie des milieux aquatiques, le SAGE fixe comme objectif la préservation de l'espace de mobilité du fleuve Loire, notamment en visant à :

- préserver les capacités d'érosion latérale,
- limiter les protections de berges et restaurer la mobilité latérale du lit.

Compatibilité des schémas départementaux des carrières : le schéma départemental des carrières de la Loire devra être compatible ou rendu compatible sous trois ans avec l'objectif de préservation de l'espace de mobilité du fleuve Loire identifié par le SAGE Loire en Rhône Alpes.

Pour rappel, aucunes nouvelles extractions de granulats, ni extension des exploitations ne sera possible dans cet espace (arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières).

Compatibilité des documents d'urbanisme : Les documents d'urbanisme tels que les SCOT, PLU et cartes communales, devront être compatibles ou rendus compatibles, sous trois ans, avec l'objectif de préservation de l'espace de mobilité du Fleuve Loire identifié par le SAGE Loire en Rhône Alpes.

L'espace de mobilité du fleuve Loire pourra, par exemple, être classé en zones N ou A dans les PLU.

Compatibilité des décisions prises dans le domaine de l'eau : Les décisions d'aides financières dans le domaine de l'eau des collectivités territoriales et de leurs groupements, les autorisations et déclarations délivrées au titre de la loi sur l'eau (article L. 214-2 du Code de l'environnement) ou les enregistrements, déclarations ou autorisations délivrés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (article L. 512-1 du Code de l'environnement) devront être compatibles avec l'objectif de préservation de l'espace de mobilité du fleuve Loire identifié par le SAGE Loire en Rhône Alpes.

Le SAGE ne propose aucune servitude d'utilité publique.

L'espace de mobilité peut faire l'objet d'acquisition foncière notamment dans le cadre de la politique Espaces Naturels Sensibles du Département de la Loire.

L'identification d'un espace de mobilité par le SAGE ne modifie pas les pratiques de remise en état des terrains suite aux crues : nettoyage du terrain des matériaux déposés par la crue, comblement des excavations laissées par les crues.

Le prélèvement de matériaux reste interdit dans la Loire au titre de la police de l'eau.

Disposition n°1.6.2 (suite)

L'entretien des ouvrages hydrauliques existants (digues, levées, merlons, etc.) dans l'espace de mobilité est possible sans modification de leur géométrie. C'est en particulier le cas des bandes séparatives évitant la capture de certaines grandes gravières comme celles de Marclopt et Unias.

Localisation : espace de mobilité du fleuve Loire entre le barrage de Grangent et le barrage de Villerest (cf. carte n°43 « Espace de mobilité du fleuve Loire de l'atlas cartographique »)

Pour mémoire, sont situées hors de l'espace de mobilité :

- les digues agricoles de l'ASA du Forez qui sont toutes classées au titre de la sécurité des ouvrages;
- les sièges d'exploitations agricoles actives;
- les secteurs soumis à des zonages d'urbanisme autorisant l'urbanisation ou la construction;
- les carrières actives ou encore non récolées au 31 décembre 2011.

Disposition n°5.2.1

Réaliser des schémas stratégiques d'alimentation en eau potable et d'assainissement à l'échelle des SCOT

Compatibilité des documents d'urbanisme: Les schémas de cohérence territoriale (SCOT) doivent être compatibles ou rendus compatibles, sous trois ans, avec l'objectif d'un développement territorial tenant compte de la protection de la qualité des eaux et du partage de la ressource (satisfaction des besoins des milieux et de l'ensemble des usages).

Pour cela, le SAGE préconise aux structures élaborant ou révisant les SCOT :

- de prendre en compte les résultats des études adéquation besoin/ressource (disposition n° 3.2.1) et les schémas directeurs d'assainissement, conduits à l'échelle des bassins versants, quand ils sont établis,
- de réaliser un schéma stratégique d'alimentation en eau potable et d'assainissement, visant à ajuster la potentialité et la nature de leurs projets de développement avec :
 - la disponibilité et la capacité des ressources en eau mobilisables,
 - la sensibilité des milieux récepteurs.

Les conclusions de ces analyses doivent être prises en compte dans les orientations de développement territorial.

Les structures de bassins versants sont associées à la réalisation des schémas stratégiques d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

Disposition n°3.2.1

Analyser l'adéquation « besoin/ressource » en eau

Le SAGE recommande que toutes les structures de bassins versants³³ se dotent d'une étude précise sur l'adéquation ressource/besoins (usages et milieux), sur la base d'un modèle de cahier des charges (cf. annexe n° 8 du présent PAGD). Le SAGE encourage vivement, les structures de bassins versants, à réaliser cette étude avant la révision du SAGE.

Il s'agit, notamment :

- de connaître la ressource en eau réelle, influencée et mobilisable du territoire,
- d'établir un diagnostic des besoins quantitatifs des milieux aquatiques,
- d'établir un diagnostic des besoins humains actuels et futurs (domestiques, industriels, agricoles, etc.),
- d'identifier les marges de manœuvre pour améliorer si nécessaire la situation des milieux puis envisager des solutions pour une meilleure satisfaction des différents usages. Il s'agira de déterminer ou approcher un volume/débit qui peut être prélevé sur la ressource sans compromettre le maintien d'un débit suffisant dans les cours d'eau (débit minimum biologique),
- de tenir compte de la faisabilité technique et économique,
- de donner des recommandations pour limiter ou adapter l'urbanisation et certains types de cultures consommatrices en eau sur les secteurs critiques du bassin versant en termes de ressource et de débit d'étiage. Ces recommandations devront être reprises dans les SCOT et les PLU.

Des comités de pilotage rassemblant l'ensemble des usagers de l'eau (syndicats AEP, agriculteurs, associations de protection de la nature, industriels, propriétaires, SCOT, etc..) et la structure porteuse du SAGE, sont invités à suivre la réalisation de ces études.

Les résultats de ces études (répartition des volumes et débits d'eau par exemple) seront pris en compte dans le nouveau SAGE lorsque celui-ci sera révisé (horizon 6 ans).

Compatibilité des documents d'urbanisme : les SCOT, les PLU, les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles, sous trois ans, avec l'objectif d'adéquation de la ressource et des besoins en eau en s'appuyant notamment sur les conclusions des études précédemment décrites, lorsqu'elles existent.

Rappel : les documents d'urbanisme doivent également être compatibles avec les conditions d'importation d'eau potable de la disposition 1.4.1.



Disposition n° 1.4.1

Conditionner les prélèvements et les nouvelles importations en eau potable

La CLE souhaite:

- mieux responsabiliser les acteurs du territoire vis-à-vis de l'importance de l'eau (maîtrise de la demande, amélioration de la qualité des eaux, gestion équilibrée de la ressource),
- ne pas pénaliser les territoires limitrophes qui partagent les mêmes ressources (vallée du Rhône, de la Saône, Haute-Loire).
- privilégier le recours à la ressource locale et appelle les acteurs à mettre en œuvre les moyens nécessaires à sa pérennité.

1. Le SAGE affirme que l'eau du territoire du SAGE bénéficie prioritairement à l'alimentation en eau potable domestique et aux milieux.

2. Les études « adéquation besoins/ressource » (Disposition 3.2.1 du présent PAGD) permettent une maîtrise de la demande et rechercheront une gestion équilibrée de la ressource.

3. Le recours à de nouvelles* importations** doit être motivé uniquement par la sécurisation, la satisfaction de l'usage AEP domestique, considéré comme prioritaire, ou s'il permet une amélioration de la fonctionnalité des milieux.

* "Nouvelle" s'entend comme nécessitant un accroissement ou une nouvelle autorisation de prélèvement et/ou la signature d'une nouvelle convention de fourniture d'eau ou l'extension de capacité de fourniture d'une convention existante au-delà de la capacité des infrastructures existantes.

**Notion d'importation : il y a importation d'eau lorsque l'on prélève une eau souterraine extérieure au bassin de la Loire ou une eau de surface à l'aval du territoire du SAGE ou hors du bassin hydrographique de la Loire. En revanche, il n'y a pas importation d'eau lorsqu'il y a prélèvement sur un bassin versant amont du SAGE qui naturellement alimente le territoire du SAGE. Par exemple, avec une telle définition l'alimentation de l'eau via le barrage de Lavalette n'est pas considérée ici comme une importation d'eau.

Compatibilité des décisions dans le domaine de l'eau : les IOTA, les programmes et décisions des collectivités ou de leurs groupements prises en matière d'eau potable, les schémas départementaux en eau potable doivent être compatibles avec les objectifs formulés en 1) et 3).

Dans le but de s'assurer de cette compatibilité, il est vivement recommandé aux collectivités territoriales ou leurs groupements de demander un avis de la CLE sur la base d'un dossier technique.

Compatibilité des documents d'urbanisme : les SCOT, PLU et cartes communales doivent être compatibles avec les objectifs formulés en 1) et 3).

Localisation : ensemble du périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes



Disposition n°1.1.3 : Intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme

Compatibilité des documents d'urbanisme: Les schémas de cohérence territoriale (SCOT) et les plans locaux d'urbanisme (PLU), ainsi que les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles avec l'objectif de protection des zones humides et de préservation de leur état et de leurs fonctionnalités.

Il est rappelé que pour les documents d'urbanisme approuvés au jour de la publication de SAGE, ces documents doivent être rendus compatibles, si nécessaire, dans un délai de 3 ans.

- Pour cela, les zones humides doivent être connues à l'échelle parcellaire puis préservées:
 - dans le cas où le territoire est couvert par un inventaire global tel que prévu dans la disposition 1.1.1, le SAGE préconise la traduction de l'inventaire global à l'échelle parcellaire,
 - dans le cas où le territoire n'est pas couvert par un inventaire global tel que prévu dans la disposition 1.1.1, le SAGE préconise aux communes élaborant ou révisant leurs documents d'urbanisme de réaliser un inventaire des zones humides à l'échelle parcellaire, notamment dans le cadre de l'état initial de l'environnement.

Il est recommandé d'intégrer ces inventaires dans les documents graphiques des différents documents d'urbanismes (carte communale, PLU et SCOT), dans une ou des zones suffisamment protectrices et, le cas échéant, de préciser, dans le règlement ou dans les orientations d'aménagement, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme.

Par exemple :

- Pour une carte communale : « zone non constructible » ;
- Pour un PLU : « zone de type N » avec interdiction de toutes nouvelles constructions mais également de remblaiements, d'affouillements, d'exhaussements de sol ainsi que des travaux modifiant le régime hydraulique existant.
- Pour les SCOT : « espaces à protéger » dans le Document d'Orientations Générales.

- Si l'application des documents d'urbanisme, notamment du zonage ou règlement, entraîne des aménagements ou projets susceptibles d'affecter une ou des zones humides, les communes procèdent à leur délimitation précise (telle que décrite dans la circulaire interministérielle du 18 janvier 2010 relative à la délimitation des zones humides en application des articles L214-7-1 et R211-108 du Code de l'environnement) , afin de vérifier leur préservation.

Localisation : ensemble du périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

